Conseil de développement nous interroge sur le rôle de métropole

Accès à l'emploi des

Chômeurs de longue durée

Jeunes sans qualification

Personnes isolées sans expérience professionnelle

Résidents en zones rurales ou en quartiers populaires

- Nous avons désigné une partie de nos concitoyens et stigmatisé une partie de nos territoires ou en sommes nous de l'expérimentation rsa
- Habiter dans une zone stigmatisée est déjà en soit un frein à l'accès à l'emploi

Monsieur Le Président

Chers collègues

Face à l'éloignement durable de l'activité professionnelle de certains de nos concitoyens

Nous avons mis en place des dispositifs multiples Avec plus d'une cinquantaines structures intervenantes Structures donc le constat est fait de leurs difficultés à faire ensemble

Ses même structures soulignent la complexité des dispositifs et les contraintes budgétaires qui limitent leurs fonctions

Ses dispositifs les gardent dans des circuits parallèles hors du droit commun Mais aussi les gardent dans leurs particularisme Lieux d'habitations Manque de formations Multiples handicaps pour un accès facile à l'emploi

Ses dispositifs soulignent aussi le retrait de l'état dans son rôle de permettre à tout un chacun de pouvoir accéder à un travail durable et digne

Les partisans du moins d'état peuvent se satisfaire des dispositifs et être dans une demande d'évaluation constante " avec énormément de sous entendus

Mon propos n'est pas de rejeter les dispositifs ni de remettre en cause la nécessité d'un accompagnement renforcé pour certaines et certains mais il est urgent de faire évoluer politiquement notre approche du sujet

Réaffirmer le droit commun dans toutes nos actions de politique publiques

Adapter ce droit commun aux réalités actuelles du travail en mutation

Donnons aux droits communs les moyens de son efficacité de son accessibilité pour tous

En tant que politique nous avons le devoir de faire l'inclusion une réalité concrète et universelle pour que chacun quelle soit son parcours ait une place dans la société